

ZEMALI ET HASBELLAOUI INTERPELLÉS PAR L'ACTUALITÉ SOCIALE

Le code du travail et la loi sur la santé : les deux dossiers qui fâchent

Deux ministres face à deux dossiers qui fâchent. Il s'agit du projet de loi portant code du travail et celui de loi sur la santé. Si le second est actuellement en débat au niveau du département du travail avec les différents partenaires sociaux, celui relatif à la santé se trouve «bloqué» au niveau de l'hémicycle Zighoud-Youcef.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)

- Le gouvernement Tebboune est appelé à faire face à deux importants chantiers. Il s'agit de l'avant-projet de loi portant code du travail et de la loi sur la santé. Les successeurs d'El Ghazi et de Boudiaf à la tête des départements du travail et de la santé sont ainsi appelés à faire face à deux dossiers qui constitueront à coup sûr l'essentiel de l'actualité sociale.

En effet, le nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en l'occurrence Mourad Zemali, un cadre du secteur, est appelé à poursuivre «le travail déjà accompli par son prédécesseur M.

Mohamed El Ghazi». Ce dernier, faut-il le rappeler, avait entamé, sur la question, un processus de «consultation» avec l'ensemble des partenaires sociaux y compris les syndicats dit autonomes.

Et ces mêmes organisations syndicales avaient exprimé lors d'une rencontre qui s'est tenue au siège du département du travail leur «opposition» à la copie qui leur a été remise par le département du travail. Le document en question englobe 661 articles dont 40% nouveaux.

Depuis, aucune rencontre publique de ce genre n'a eu lieu, laissant ainsi courir des informations



Mokhtar Hasbellaoui.

selon lesquelles, «le département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale va renoncer à l'élargissement de la consultation sur le dossier lors de la seconde phase».

Aujourd'hui, la principale question qui se pose est celle de savoir si Mourad Zemali va renoncer à la



Mourad Zemali.

démarche déjà initiée par son prédécesseur M. Mohamed El Ghazi.

Pour sa part, le nouveau ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le professeur Mokhtar Hasbellaoui est appelé lui aussi à donner son avis sur le projet de loi sur la santé, actuellement «blo-

qué» au niveau de l'Assemblée nationale. A ce titre, il est important de noter que c'est sur «intervention» du secrétaire général de l'UGTA auprès de l'ancien Premier ministre que le débat sur le projet au niveau de l'Assemblée nationale a été relégué à l'arrière-plan.

D'ailleurs, des zones d'ombre entourent la suite à donner à ce dossier, puisque certains disent que «le projet est gelé» alors que d'autres avancent l'hypothèse selon laquelle, le projet en question a été tout simplement retiré.

Face à ces deux importants enjeux, la balle se trouve dans le camp du premier responsable de l'exécutif. Ainsi, conformément à sa feuille de route, M. Abdelmadjid Tebboune se voit désormais dans l'obligation d'instruire ses deux ministres en charge de ces deux dossiers de donner suite à toutes ses interrogations.

A. B.

UN SIT-IN DEVANT LA DG EST PRÉVU DEMAIN

Algérie Poste renoue avec la protesta

Le Syndicat national autonome des postiers (Snap), en attente d'agrément, organise demain un sit-in devant la Direction générale d'Algérie Poste (AP). Motif : demander la réintégration des trois syndicalistes dont un est suspendu et deux autres en instance de licenciement.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Il s'agit du délégué syndical de Béjaïa du Snap, Amar Younsi, suspendu de ses fonctions depuis le 7 mai dernier, et de deux membres du bureau national, en l'occurrence Mourad Nekkache, président du Snap, et du chargé de la communication, Tarek Ammar Khodja.

En signe de solidarité avec leur collègue suspendu, les employés de la poste de Sidi-Aïch observent un arrêt de travail, nous a témoigné hier Tarek Ammar Khodja, contacté par téléphone.

Selon ce syndicaliste, le Snap demande le respect des décisions



Le conflit perdure.

de justice pour la réintégration des deux syndicalistes dont lui-même et le président du syndicat, Mourad Nekkache.

Décisions en instance d'exécution depuis septembre 2015, précise-t-il. Mais le DG d'Algérie Poste, Sayah Abdenacer, joint par téléphone hier, maintient le «droit» de la direction de licencier les personnes susmentionnées avec des indemnités. Ce faisant, M. Sayah se défend de toute tentative d'entraver l'activité syndicale, comme le lui repro-

chent les syndicalistes. Concernant le Snap, Abdenacer Sayah dément formellement l'existence de ce syndicat «sans agrément» et dont le récépissé (d'agrément) a expiré depuis plusieurs mois. «Du point de vue de la loi, le ministère du Travail est en mesure de le dissoudre», estime-t-il. Du coup, M. Sayah minimise l'action du Snap «qui n'a aucune représentativité».

Dans un communiqué, le Snap exige «la réintégration de notre camarade Younsi Amar et tous les

syndicalistes licenciés, pour le respect et l'application des décisions de justice, pour le respect des libertés syndicales et pour un travail décent et une vie digne», avant d'appeler les postiers «à une journée de protestation et à observer un sit-in devant le siège de la direction générale à Bab-Ezzouar» mardi 30 mai.

Les postiers affiliés au Snap du bureau de Sidi-Aïch à Béjaïa multiplient les actions pour réclamer la réintégration de leur collègue en multipliant les démarches auprès des autorités et organismes concernés dont l'Inspection du travail. Selon eux, les responsables d'Algérie Poste «refusent toujours les appels à la raison et au bon sens, ce qu'ils qualifient d'attitude intolérable».

Le Snap regrette que les responsables d'Algérie Poste fassent «fi des efforts du wali de Béjaïa pour le dénouement de cette affaire». Une attitude «intolérable» condamnée «fermement» par le Snap. Ce dernier estime que le conflit a trop duré et la situation devient insupportable.

Y. D.

RADIO-AMATEURISME

L'Association ARA visite les territoires sahraouis libérés

L'association nationale Amateurs Radio Algériens «ARA» a effectué récemment une visite de 6 jours aux territoires sahraouis libérés, et plus exactement à la ville de Bir Lahlou, ainsi qu'au camp des réfugiés dans la wilaya de Tindouf.

ARA considère que cette visite, la première du genre, et ce, depuis sa création en 1963, entre dans le cadre des festivités officielles de la célébration du 44e anniversaire de la création du Front Polisario et celui du déclenchement de la lutte armée pour la libération de l'ex-Sahara espagnol.

Cette visite a été effectuée par la délégation algérienne, composée de 15 membres et présidée par Afif Ben Lagha. Des conférences de presse et des émissions radio via la station régionale de Tindouf et la télévision sahraouie ont eu lieu également. Un autre événement, l'établissement de contacts radio en utilisant un indicatif spécial pour cette occasion S07X : indicatif de la République arabe sahraouie démocratique S0 et celui de l'Algérie 7X. «Les relations entre l'Association nationale et l'Union sahraouie «URS» sont considérées comme solides et ce, depuis sa création en 1987 et sa reconnaissance par les instances internationales», a indiqué ARA qui rappelle que ses activités entrent dans le cadre humanitaire, technique, culturel et du tourisme à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Ah. A.

POUR NON-RESPECT DE LA LÉGISLATION ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

580 P-V d'infraction enregistrés à l'ouest du pays au 1^{er} trimestre

Près de 580 procès-verbaux d'infraction ont été établis durant le premier trimestre 2017 par l'inspection régionale de travail d'Oran à des entreprises de six wilayas de l'Ouest pour non-respect de la législation en vigueur, a-t-on appris de l'inspecteur régional de travail de la région d'Oran.

«Plus exactement, 576 PV d'infraction ont été dressés pour non-respect de la législation et conditions de travail dans les wilayas d'Oran, Tlemcen, Aïn Temouchent, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès et de Mascara», a précisé à l'APS Mohamed Bendib. «Ces infractions émanent principalement du secteur

privé à hauteur de plus de 95%», a-t-il relevé, signalant que 535 P-V ont été dressés à l'encontre d'entreprises privées nationales, 39 P-V à des entreprises privées étrangères, un PV pour une entreprise publique nationale et un autre pour une entreprise mixte. Les infractions concernent principalement la non-déclara-

tion des travailleurs à la sécurité sociale, la non-remise des fiches de paie, le non-respect des conditions de travail comme l'hygiène et la sécurité, mais aussi le non-respect du SNMG (Salaire national minimum garanti). Pour ce qui est de la non-déclaration à la sécurité sociale, cette infraction a connu «une baisse importante», selon le même responsable, puisque seulement 20 P-V ont été dressés à l'encontre d'entreprises n'ayant pas déclaré leurs travailleurs durant trois mois. Les dispositions de la loi de finances complémentaire de 2015, principalement son article 59 relatif à la déclaration des tra-

vailleurs, ont poussé la grande majorité des employeurs à déclarer leurs employés, a-t-on expliqué.

Les employeurs encourrent, à la faveur de cet article et de la dite loi, une amende de 100 000 DA à 200 000 DA par travailleur non déclaré et une peine d'emprisonnement de 2 à 6 mois ou l'une des deux peines, en plus des actions de recouvrement forcées des cotisations prévues par la loi. En cas de récidive, l'amende sera portée de 200 000 DA à 500 000 DA par travailleur non déclaré, en plus d'une peine d'emprisonnement de 2 à 24 mois.

APS